L'ÉGLISE dans le monde

MAGAZINE D'ACTUALITÉ RÉALISÉ PAR L'AED

N°209 • JUIN - SEPTEMBRE 2022 • 6€

LES GUERRES D'UKRAINE

PORTRAIT
Muhammad, le blasphémateur indonésien

RDC
L'Église, citadelle imprenable

9 782905 287700

Goûtez à notre sélection « Un thé pour la paix » pour soutenir les chrétiens d'Ukraine

Cette infusion vient d'être créée à la demande de l'AED.
Intitulée **« L'oiseau de Kyiv »**, en référence à la capitale de l'Ukraine,
elle est inspirée des couleurs du drapeau ukrainien et des saveurs traditionnelles du pays,
grâce, entre autres, à son mélange de fleur de pois bleue et sa camomille jaune.

Crédit illustrations : Shutterstock, VectorFlower

Infusion de fleur de pois bleue, camomille jaune, feuille de framboisier, vétiver, pomme, orange, citron, fraise et raisin.

Poids net : 40g • 10 € *(frais de port inclus)*

Retrouvez cette infusion et tous nos produits dans notre boutique en ligne : **www.aed-france.org**

AED 29 rue du Louvre • 78750 Mareil Marly • 01 39 17 30 10

SOMMAIRE

ACTUALITÉ

LES POINTS CHAUDS 4
LE MONDE EN BREF 6
TRIBUNE Bonne nouvelle pour les chrétiens convertis en Europe 7
DÉCRYPTAGE Les Églises d'Ukraine sur le front 8

CARNET DES CONTINENTS

EUROPE Europe orientale : Les guerres d'Ukraine 10
AFRIQUE République démocratique du Congo : L'Église citadelle imprenable 14
MONDE ARABE Liban : La chute du pays du Cèdre 18
MONDE ARABE Turquie : Patrimoine chrétien en péril 20
AMÉRIQUES Colombie : « El Camino » de la réconciliation 22
AMÉRIQUES Pérou : Face aux défis lancés par le pape 24
ASIE Philippines : Marcos revient 26

RENDEZ-VOUS

COMMUNAUTÉS DU MONDE Notre-Dame de charité du Bon Pasteur 30
KIOSQUE Écouter, lire, voir 32
PORTRAIT Muhammad, le blasphémateur 34
PROJETS DE L'AED 35

VEILLEZ ET PRIEZ

CARNET DE PRIÈRE ..... *pages centrales*

ÉDITO

Prendre soin de chacun

Chers amis,

Je reviens du Liban où tout s'effondre. Le pays plonge dans l'angoisse du lendemain. Au milieu de ce désastre, des étudiants de l'aumônerie catholique de Beyrouth m'ont dit combien la présence de prêtres et de religieuses à leur côté les aide à croire en l'avenir et à espérer malgré les immenses difficultés endurées.

Au mois de juillet, le pape François se rendra au Soudan du Sud et en République démocratique du Congo. Dans ces deux pays, victimes oubliées de violences à répétition, l'Église, malgré ses fragilités, joue un rôle spirituel et social indispensable et s'engage pour la paix. Une religieuse missionnaire au Soudan du Sud nous disait récemment : « Les gens comptent sur nous. Lorsqu'il y a de la violence, ils demandent immédiatement : où est l'Église ? Où sont les responsables ecclésiaux ? Ils dépendent de nous, de notre soutien, de notre prière et de tout ce que nous pouvons faire pour la paix dans le pays. »

En Ukraine, alors que le conflit, aux origines multiples et complexes, s'enlise, les paroisses et les communautés religieuses agissent chaque jour activement pour accueillir, réconforter, soigner et nourrir les populations déplacées.

Au milieu de ces drames et de ces situations de chaos, l'Église est souvent la seule institution de confiance qui subsiste et qui ne déçoit pas. En restant fidèlement ancrée dans la foi, l'espérance et la charité, elle peut prendre soin de chacun et perpétuer la promesse du Seigneur à Josué : « Je serai avec toi ; Je ne te délaisserai pas, Je ne t'abandonnerai pas » (Josué, 1,5).

Benoît de Blanpré
Directeur national
AED AIDE À L'ÉGLISE EN DÉTRESSE

209 L'Église dans le monde

Ce numéro comporte un encart posé sur la couverture.
Pour vous abonner, contactez l'AED, écrivez à la rédaction : 29, rue du Louvre - CS 30057 - 78750 Mareil-Marly - 01 39 17 30 10 - contact@leglisedanslemonde.org - Photo de couverture : © AED - Photo de la 4e de couverture : © Ismaël Martinez Sanchez/ACN - **Directeur de la publication :** Alix Montagne - **Rédacteur en chef :** Amélie de La Hougue - **Comité de rédaction :** Benoît de Blanpré, Amélie de La Hougue, Philippe Oswald, Sylvain Dorient - **Secrétaire de rédaction :** Véronique Belle - **Fabrication / production :** CLD, 140bis, rue de Sèvres, 75006 Paris - **Impression :** Imprimerie de Champagne, Z.I. les Franchises, 52200 Langres - Inscription CPPAP - n° 0510G79871 - N° ISSN : 0252-2578 - Dépôt légal : juin 2022

Les points chauds

Retrouvez toute l'actualité de l'Église en Détresse sur www.aed-france.org

MOYEN-ORIENT

Une nouvelle agence de presse catholique en langue arabe, ACI-Mena, a vu le jour fin mars. Dirigée par Bashar Jameel Hanna, un catholique chaldéen originaire de Bagdad, elle a pour but de diffuser l'Évangile.

FRANCE

4278 adultes ont reçu le baptême durant la nuit de Pâques. En 2021, le nombre de baptisés avait baissé de 18% par rapport à l'année précédente. Hormis l'année 2021, le nombre d'adultes baptisés oscille depuis cinq ans entre 4000 et 4200.

AFGHANISTAN

Un groupe de femmes a défié les autorités talibanes en manifestant contre la loi qui les contraint à porter la burqa. Elles n'ont pas été inquiétées, bien que les journalistes aient été empêchés de couvrir l'évènement.

PAKISTAN

Des dizaines d'épisodes de violence collective, d'abus des lois sur le blasphème, de conversions forcées et de profanations de lieux de culte ont eu lieu ces derniers mois.

CHINE

Au moins dix prêtres de la communauté catholique de l'Église clandestine de Baoding, au sud de Pékin, ont été arrêtés entre janvier et avril 2022. Leurs mouvements sont restreints et ils sont contraints à participer à des sessions politiques.

INDONÉSIE

Un rapport de l'Unesco pointe les « graves abus » auxquels sont soumis les autochtones de Papouasie occidentale du fait de l'administration indonésienne. Des actes de violence et des cas de torture sont reportés.

BOLIVIE

Le Frère Wilberth Daza Rodas, 42 ans, a été assassiné dans l'église de son couvent le 17 avril. Ordonné en 2009 au sein de l'ordre Mineur franciscain, il était missionnaire de la commune de Santa Cruz de la Sierra.

CHILI

La crise migratoire, la criminalité, le trafic de drogue, la situation en Araucanie et, en général, un environnement politique tendu préoccupent les évêques du pays.

NIGERIA

Au moins huit villageois chrétiens ont été assassinés lors d'une attaque terroriste au nord-est du pays. Il s'agit de la deuxième attaque dans la région de Chibok en moins d'un mois.

SOMALIE

7,7 millions de personnes ont un besoin urgent d'aide humanitaire. Trois saisons sèches consécutives ont entraîné une grave pénurie d'eau, tuant le bétail, les cultures et déplaçant les populations.

SRI LANKA

Depuis des mois, de violentes manifestations secouent le pays, en raison de la crise économique qu'il traverse. Les évêques appellent la population au calme.

AUSTRALIE

À l'approche de l'hiver austral, la Société de Saint-Vincent de Paul ouvre une cuisine innovante pour les pauvres à Melbourne. Elle devrait fournir 400 000 repas en une année.

Vitalité

Inquiétude

Détresse

Sources : Fides, AsiaNews, cath.ch

» Il l'a dit:

«Ce que j'attends du voyage du pape [début juillet], c'est **que les gens comprennent que la paix est possible,** que la paix est quelque chose de bon, que c'est le seul moyen de développer ce pays, pour que les écoles et les hôpitaux continuent de fonctionner, pour que les Soudanais du Sud deviennent des enseignants, des médecins, des pilotes, des ingénieurs, et qu'ils puissent être en mesure de prendre soin de leur propre pays, dans la paix.» ■

Sœur Beta Almendra, diocèse de Wau, Soudan du Sud.

© AED

» Gros plan

Huit ans dans le couloir de la mort

Shagufta et Shafqat Emmanuel, un couple catholique pakistanais, ont été arrêtés à la suite de fausses accusations de blasphème, en 2013. Après huit ans dans le couloir de la mort, ils ont finalement été libérés le 3 juin 2021 par la Haute Cour de Lahore. Shagufta témoigne: «Vous pouvez imaginer à quel point cela a été dur pour mes enfants; à cette époque mes fils avaient treize, dix et sept ans et ma fille n'avait que cinq ans. Ils ont dû se déplacer constamment passant leur temps à se cacher des fondamentalistes musulmans qui menaçaient de les attaquer. Je pleurais tous les jours, ma vie était épouvantable et je ne cessais de penser qu'un jour mon mari et moi serions pendus. Mais malgré ce terrible cauchemar, je n'ai jamais perdu l'espoir ou la foi. J'ai prié tous les jours, sans faute.» ■

900 C'est le nombre de saints canonisés par le pape François. Cette statistique est cependant largement liée à la canonisation des 813 martyrs d'Otrante (Italie), décidée par Benoît XVI.

● **Chine** A 90 ans, le cardinal émérite Zen a été brièvement placé en détention avant d'être relâché sous caution. Il lui est reproché d'avoir participé au *612 Humanitarian Relief Fund,* une association qui paie les frais de justice des opposants prodémocratie accusés par l'administration chinoise. Cette arrestation d'une figure historique de l'Église de Chine, connue pour ses prises de position très strictes contre l'autoritarisme du parti chinois, est un signe inquiétant.

● **Bangladesh** Les vocations progressent au sein de l'Église catholique bangladaise, notamment grâce à la présence de plus en plus forte des populations tribales évangélisées. Ainsi, le 29 avril, trois novices, appartenant à la congrégation des Petites servantes de l'Église et venant de familles de nouveaux convertis, ont prononcé leurs vœux dans la cathédrale Saint-Pierre de Barisal, dans le sud du pays (au bord du delta du Gange).

● **Haïti** Le 28 avril, un groupe armé a kidnappé plusieurs personnes, dont le père Whatner Aupont, du diocèse d'Anse-à-Veau/Miragoâne. Il a été libéré le lendemain, mais pas les autres. Cet évènement est un symptôme de l'état de la société haïtienne, déplore Mgr Launay Saturné, président de la Conférence des évêques d'Haïti: «De nombreux secteurs et institutions de la vie nationale menacent de s'effondrer. Personne n'est épargné par cette insécurité. Nous sommes tous exposés.»

Bonne nouvelle pour **les chrétiens convertis réfugiés en Europe**

© DR

Un demandeur d'asile pakistanais, converti au christianisme, devait être expulsé dans son pays d'origine. Sauvé in extremis par la Cour européenne des droits de l'homme, son cas pourrait faire jurisprudence.

UN DEMANDEUR D'ASILE PAKISTANAIS, CONVERTI AU CHRISTIANISME APRÈS SON ARRIVÉE EN SUISSE, VIENT D'OBTENIR GAIN DE CAUSE À LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME (CEDH). Cette personne, identifiée par ses initiales «M.A.M.», avait saisi cette cour après que la Suisse lui a refusé l'asile. Mais la CEDH vient de s'y opposer, jugeant ce 26 avril 2022 qu'une telle expulsion pourrait mettre la vie de ce converti en danger et violerait ses droits. La CEDH interdit en effet aux États parties d'expulser des étrangers si, dans leur pays d'origine, ils courent un risque réel d'être soumis à la peine capitale, à la torture ou à des peines ou traitements inhumains et dégradants. *L'European Centre for Law and Justice* (ECLJ), en tant qu'ONG spécialisée dans la défense de la liberté religieuse, est intervenue pour éclairer la Cour européenne quant à la situation des chrétiens au Pakistan, grâce au témoignage de notre ONG affiliée à Lahore et spécialisée dans l'aide juridique aux minorités chrétiennes.

«La conversion au christianisme est l'un des motifs invoqués de plus en plus souvent par les demandeurs d'asile.»

CETTE AFFAIRE SE DISTINGUE À PLUSIEURS ÉGARDS. Tout d'abord, elle a été introduite par une personne convertie après son arrivée en Europe, et qui n'a donc pas quitté son pays en raison de cette conversion, à la différence d'affaires antérieures jugées à Strasbourg. La conversion au christianisme est l'un des motifs invoqués de plus en plus souvent par les demandeurs d'asile pour rester en Europe. Il est probable que ce jugement de la Cour européenne alimentera ce phénomène; toute la difficulté étant d'évaluer la sincérité de la conversion alléguée. En l'espèce, les juridictions suisses l'ont estimée crédible, car étayée par le témoignage de chrétiens suisses. Elles ont pourtant jugé que ce converti ne risquait pas de subir de mauvais traitements s'il était renvoyé au Pakistan, car ce pays compte une minorité chrétienne significative au sein de laquelle il pourrait vivre. En conséquence, la juridiction suisse autorisait son expulsion.

C'EST LÀ LE DEUXIÈME INTÉRÊT DE CE JUGEMENT DE LA COUR EUROPÉENNE: reconnaître que les convertis au christianisme sont dans une situation spécifique, qui les distingue des chrétiens de naissance, et qui met leur vie et leur intégrité physique en danger au Pakistan, même si ce pays compte une communauté chrétienne. La CEDH a en effet observé que «*Le Tribunal administratif fédéral a bel et bien étudié la situation des chrétiens au Pakistan mais n'a pas précisément examiné celle des convertis au christianisme pour établir ses conclusions». Cela conduisit la Cour à juger qu'«au regard des rapports internationaux faisant état de graves violations des droits de l'homme au Pakistan à l'égard des chrétiens convertis tels que le requérant, la Cour estime que le Tribunal administratif fédéral aurait dû prendre en compte ces éléments pour établir ses conclusions quant à la situation générale des chrétiens et des chrétiens convertis au Pakistan*». Il appartient à présent aux autorités suisses de réexaminer l'affaire. Il est très probable que M.A.M. obtienne, grâce à ce jugement de la CEDH, le statut de réfugié en Suisse. ■

Grégor Puppinck,
Directeur du Centre Européen pour le Droit et la Justice (ECLJ)

Le patriarche Kirill, délaissé par une partie de ses fidèles.

© AED

Les Églises d'Ukraine sur le front

La guerre qui ravage l'Ukraine n'épargne pas les religieux, qui sont sommés de choisir un camp. Didier Rance, ancien directeur de l'AED et auteur spécialisé dans les pays de l'Est, éclaire la situation actuelle à la lumière de l'histoire.

Au 30 novembre 1989, la situation des Églises de tradition byzantine en Ukraine est on ne peut plus simple : il n'y en a qu'une, l'Église orthodoxe du patriarcat de Moscou. Il y a plusieurs décennies que l'Église orthodoxe autocéphale et l'Église gréco-catholique ont été liquidées par le régime soviétique. Mais le lendemain, alors que Mikhaïl Gorbatchev franchit les portes du Vatican pour une rencontre historique avec Jean-Paul II, un décret du gouvernement soviétique accorde la liberté religieuse. En quelques semaines, la carte de l'orthodoxie en Ukraine va être profondément modifiée. On compte désormais en Ukraine, outre les 4 à 5 millions de gréco-catholiques ressortis des catacombes, plusieurs Églises orthodoxes :

– L'Église orthodoxe ukrainienne autonome du patriarcat de Moscou, dernière institution russe du pays – environ 60 % des orthodoxes, russes ou culturellement russifiés (liturgie en slavon).

– L'Église ukrainienne autocéphale de la diaspora, située surtout en Ukraine occidentale et centrale puis, quand le patriarcat lui refuse l'autocéphalie, l'Église ukrainienne du patriarcat de Kiev fondée par Philarète (15 % des fidèles).

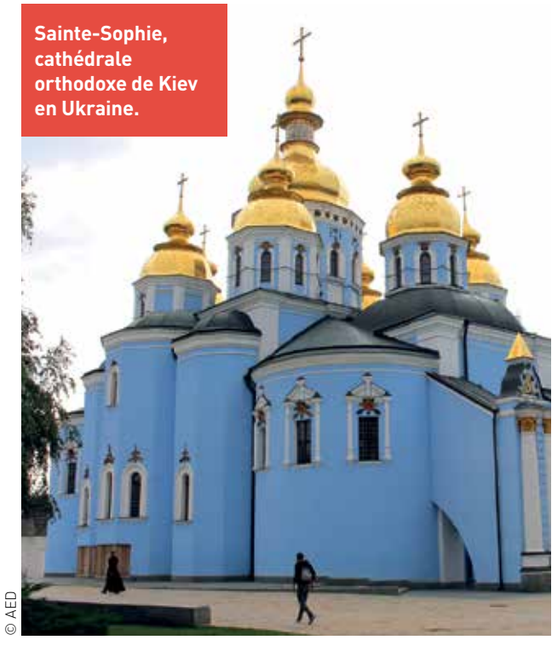
À ces trois principales Églises orthodoxes s'ajoutent plusieurs petites Églises orthodoxes et un bon tiers de ceux qui se disent « orthodoxes » ne se retrouve pas dans les divisions ecclésiales.

Au-delà de nombreuses péripéties, parfois violentes, la situation de l'orthodoxie ukrainienne et les parts respectives des Églises n'évolueront guère pendant plus de vingt ans. Pourtant des lignes d'évolutions sont déjà présentes, qui vont aboutir aux changements profonds de ces dernières années et accélérer avec la guerre lancée par Vladimir Poutine contre l'Ukraine. Elles constituent les clés essentielles pour comprendre ceux-ci.

– Le patriarcat de Moscou considère l'Ukraine comme son « territoire canonique » russe. Il n'entend en aucun cas reconnaître l'autocéphalie à une Église orthodoxe en Ukraine, car ce serait du même coup accréditer l'existence de la nation ukrainienne, qu'il nie.

– L'Église autocéphale se rapproche de plus en plus de Constantinople dont le patriarche commence à réaffirmer son droit historique sur l'Ukraine comme son territoire canonique.

– Sauf Yanukovych, proche de Poutine et du patriarche de Moscou, les présidents ukrainiens successifs souhaitent ou promeuvent une Église autocéphale, dans la tradition orthodoxe d'intervention directe du pouvoir politique dans les affaires de l'Église.



Sainte-Sophie, cathédrale orthodoxe de Kiev en Ukraine.

© AED

Didier Rance, auteur et ancien directeur de l'AED.

© AED

« Un impressionnant élan de prière gagne tout le pays. »

À la suite des révolutions de 2014 (Maïdan) suivies de l'annexion de la Crimée et de la guerre du Donbass, la majorité des orthodoxes ukrainiens veulent une Église ukrainienne. La réunification des Églises autocéphales en un unique patriarcat de Kiev et la reconnaissance de son autocéphalie par Constantinople en janvier 2019 officialise un renversement rapide des esprits. Aujourd'hui, 60 % se réclament du patriarcat de Kiev, entre 20 et 25 % du patriarcat de Moscou (qui a rompu la communion ecclésiale avec le patriarcat œcuménique de Constantinople), les autres sont sans affiliation stricte.

La guerre de 2022 accélère cette évolution. Au grand étonnement des observateurs, Mgr Onufryj, son propre métropolite pour l'Ukraine, condamne dès le premier jour l'invasion de l'Ukraine décidée par Vladimir Poutine et soutenue avec virulence par le patriarche Kirill de Moscou. Il s'oppose aux positions bellicistes de son patriarche et voit dans cette guerre « la répétition du péché de Caïn, qui a tué son propre frère par envie » et ajoute « une telle guerre n'a aucune justification de Dieu ou de personnes ». Nombre d'évêques du patriarcat de Moscou cessent alors de mentionner le nom du patriarche Kirill dans la liturgie et certains, ainsi que des centaines de prêtres, se rapprochent du patriarcat de Kiev. On peut parler d'unité chrétienne en Ukraine. Toutes les Églises se mettent aussi au service des populations bombardées et un impressionnant élan de prière gagne tout le pays.

La défaite de Vladimir Poutine accélérerait un mouvement déjà antérieur à la guerre, à savoir l'unification d'une orthodoxie ukrainienne, mais que se passerait-il en cas de victoire de celui-ci ?

Quant à l'Église catholique byzantine, doublement menacée dans cette guerre, à la fois parce qu'ukrainienne et parce que catholique byzantine, elle redit sa vocation œcuménique séculaire d'Église-pont, et espère la poursuivre dans ce que sera l'Ukraine après la guerre, aussi dans la perspective d'une unification de l'Église orientale en Ukraine, gardant son lien avec Rome. ■

Didier Rance

Superficie :
603 500 km²

Population :
43 500 000 millions habitants

Religions :
chrétiens : 86,4 %,
agnostiques : 9,9 %,
athées : 2,1 %,
musulmans : 1,5 %,
autres : 0,1 %,

Langue :
ukrainien

© Kristof Holvenyi

Pèlerinage de soldats ukrainiens à Zarvanytsya, à l'ouest du pays.

Europe orientale

Les guerres d'Ukraine

Alors que les armées russe et ukrainienne s'affrontent sur le terrain, le conflit en cours prend des dimensions multiples qui n'excluent pas la sphère religieuse. La réconciliation entre frères ennemis russes et ukrainiens n'a jamais semblé si lointaine.

« *Il ne faut pas exagérer les divisions entre les Églises orthodoxes russe et ukrainienne* », disait l'archevêque majeur de l'Église gréco-catholique ukrainienne, Mgr Sviatoslav Chevtchouk. Il y a bien des « *tensions* », reconnaissait-il, mais pas de haine fratricide. Des propos déroutants, tenus au mois de janvier 2022, un mois à peine avant que les chars de l'armée russe ne déferlent sur l'Ukraine. Pourtant Mgr Sviatoslav Chevtchouk ne faisait pas là preuve de naïveté. Il précisait qu'en revanche « *de violentes tensions opposent l'Occident et la Russie. Nous craignons beaucoup une escalade.* »

À cette époque, peu de gens imaginaient que le conflit larvé opposant les pays de l'Otan et la Russie prendrait la forme brute d'armées s'affrontant physiquement dans le fracas d'une guerre conventionnelle. Il y avait déjà des sanctions économiques, des pressions diplomatiques, de fausses informations de part et d'autre, des mouvements de troupes… mais la vision de chars russes ravageant la steppe devait faire partie de l'histoire.

Même le directeur du renseignement militaire français, le général Éric Vidaud, estimait une invasion russe de l'Ukraine « *hautement improbable* ». « *Nos services pensaient que la conquête de l'Ukraine aurait un coût monstrueux et que les Russes avaient d'autres options* », reconnaît-il dans une interview donnée peu après le 24 février, date de l'invasion russe. Cette erreur lui a valu son poste, ce qui paraît assez injuste au regard des difficultés rencontrées par l'armée russe, dès les premières semaines du conflit. Peut-être aurait-il été plus juste que ce soit les responsables des renseignements russes qui soient renvoyés, eux qui manifestement croyaient possible de renverser le régime de Kiev par un « coup de main ».

Au moment où nous écrivons ces lignes, l'armée russe se concentre sur l'est du pays, menaçant d'encercler une partie de l'armée ukrainienne. Elle s'est retirée des alentours de Kiev et du nord du pays, donnant au monde les images d'une armée défaillante. Beaucoup de journalistes y voient la preuve d'un échec complet, commentant à l'envi les vidéos de destructions de véhicules russes par les forces ukrainiennes. D'autres s'amusaient de scènes clownesques de chars d'assaut russes abandonnés, tractés comme des trophées par des engins agricoles ukrainiens. Mais l'Occidental qui reçoit ces images ne doit pas perdre de vue qu'elles sont présélectionnées par des médias ukrainiens. Les informations provenant de l'autre camp sont d'un accès plus difficile. Au regard des éléments objectifs qui nous parviennent, en particulier les cartes de progression des armées en présence, il y a bien eu un échec russe face à Kiev, mais il ne signe pas un échec complet de l'invasion. L'armée russe a réalisé des gains territoriaux considérables à l'est du pays et elle ne désarme pas. À l'inverse, l'armée ukrainienne s'est avérée incapable de contre-offensive d'envergure.

© Kristof Holvenyi

Originaires d'Irpin, au nord-ouest de Kiev, ces civils fuient les combats.

L'option nucléaire n'est plus un tabou

Tandis que la guerre conventionnelle se déploie, ses extensions dans d'autres domaines fleurissent, faisant entrer le monde entier dans une nouvelle ère d'incertitude. L'option nucléaire n'est plus un tabou absolu, dans la mesure où Vladimir Poutine y a fait mention pour avertir les pays qui seraient tentés de prendre l'Ukraine pour alliée. Lors d'une séquence digne d'un mauvais film d'action, on vit même la première chaîne d'information russe *Rossiya 24* diffuser une

Des réfugiés découvrent l'Église

Magda Kaczmarek, responsable de projets AED pour l'Ukraine, témoigne : « Parmi les réfugiés venus d'Ukraine orientale, beaucoup ne sont pas baptisés ou ne sont pas des chrétiens pratiquants. À présent, dans les centres d'accueil pour les réfugiés gérés par l'Église, ceux-ci entrent pour la première fois en contact avec une Église vivante. Les gens sont extrêmement reconnaissants à l'égard de l'Église qui les accueille. Ils ressentent la proximité de Dieu dans ces lieux. Nous avons rencontré des gens qui n'avaient jamais mis les pieds dans une église, et qui maintenant prient ensemble, notamment le chapelet. »

© Kristof Holvenyi

Dans les sous-sols d'un hôpital pour enfants de Kiev.

© AED

Le monastère des frères albertins accueille les réfugiés à Lviv.

simulation démontrant que les capitales européennes, Londres, Paris et Berlin pouvaient être pulvérisées en seulement 200 secondes par des missiles hypersoniques.

Mais sans même avoir recours au fatidique bouton rouge, le conflit renverse déjà les cartes de la géopolitique. Tout particulièrement sur le front économique, où les sanctions des uns répondent aux manœuvres des autres. Le 1er mars 2022, le ministre français de l'Économie, Bruno Lemaire, promettait une *« guerre totale »* économique et assurait : *« Nous allons provoquer l'effondrement de l'économie russe. »* La forme de ces propos tenus en direct à la radio a fait scandale, obligeant le ministre à s'excuser de son ton. Mais c'est probablement sur le fond qu'ils sont le plus critiquables. En effet, deux mois après la mise en œuvre de ces sanctions, force est de constater que non seulement elles n'ont pas mis à bas l'économie russe, mais qu'au contraire cette dernière se porte étonnamment bien. Le rouble a gagné en force, à l'inverse de l'euro. La Russie, que l'on imaginait comme une puissance militaire majeure, dotée d'un poids diplomatique et économique mineur, a fait preuve de défaillance militaire et de force économique… Quant à la diplomatie, l'image, largement répandue dans les médias occidentaux, d'une Russie isolée paraît assez fausse au regard de la carte des pays qui continuent à entretenir des relations cordiales avec elle. La Chine, bien entendu, mais aussi l'Inde et le Brésil, pour ne citer que les plus importants d'entre eux. Il y a aussi de nombreux pays musulmans, qui voient en Vladimir Poutine un allié objectif contre l'Occident.

Cela met le maître du Kremlin en position de jouer sa guerre médiatique sous la bannière du « rempart de la civilisation » opposé à la corruption morale de l'Occident. Et le patriarche de Moscou, chef de la plus grande Église orthodoxe du monde, en termes de nombres de fidèles, lui emboîte le pas.

Dimanche 6 mars, le patriarche Kirill de Moscou délivrait un sermon dans lequel il décrivait un Occident

en décrépitude morale, qui a abandonné ses racines chrétiennes et contre lequel la Russie mène une guerre existentielle. Selon ce prisme, la guerre menée en Ukraine est une action défensive pour protéger la Russie d'un déferlement atlantiste.

Pour expliquer cette vision, excessivement pessimiste à l'égard des sociétés occidentales, il faut revenir aux années 1990, qui succédèrent à la chute de l'URSS. Les Russes les ont vécues comme une déchéance totale. Leur pays, ancienne superpuissance, a été soumis aux mafias, aux oligarques, devenant une nation ruinée. Derrière cette chute, ils voyaient la main de l'Otan, États-Unis en tête. Il y a donc bien, dans l'actuel nationalisme russe, un aspect « revanchard », qui s'appuie sur des éléments objectifs. Ainsi la question de l'adhésion des pays de l'Est à l'Otan revient souvent dans l'argumentaire russe. Elle relève effectivement de la souveraineté des États qui la demandent, et il est normal qu'elle soit proposée, acceptée par des pays souverains. Mais comment ne pas comprendre que cette organisation, qui fut à l'origine pensée pour faire barrage à l'URSS, soit perçue comme hostile par l'actuelle Russie ? De la même façon, l'attitude européenne, qui s'aligne systématiquement sur les positions américaines, encourage les Russes à envisager l'Occident comme un bloc homogènement hostile.

Sur le terrain, les idéologies et les calculs alambiqués des gouvernants aboutissent à des drames, comme en témoignent les messages quotidiens que reçoit l'AED. Ainsi l'évêque de Kharkiv-Zaporijia, Mgr Pavlo Honcharuk, commente sobrement : *« Nous avons survécu une nuit de plus. »* Située à quelques kilomètres de la ligne de front, la ville stratégique de Kharkiv subit continuellement les bombardements de l'artillerie russe. Avec un brin d'ironie, il décrit : *« C'est même suspect quand c'est calme… alors nous nous demandons ce qui se prépare. C'est comme si les parents dans le salon n'entendaient soudainement plus leurs enfants dans leur chambre… »*

À l'image de la très grande majorité du clergé ukrainien catholique, il tient à rester sur place, au service des Ukrainiens. Parmi ce clergé dévoué, le père Lucas, prêtre missionnaire d'origine brésilienne envoyé à Kiev. Il assure que les horreurs de la guerre sont aussi l'occasion de témoignages de solidarité touchants. Il n'a jamais autant confessé de gens et, plus surprenant, il n'en a jamais autant marié ! *« C'est impressionnant, parce que les gens viennent nous demander de les marier, même s'ils savent que nous ne pouvons rien préparer de chic. Ils n'ont pas d'illusions romantiques, ils veulent vivre ces jours dans la grâce de Dieu, en famille. »* ■

Sylvain Dorient

Une relation historique AED-Ukraine

Avant même l'invasion russe du 24 février, l'Ukraine faisait partie des pays les plus activement soutenus par l'AED. Ceci s'explique par les besoins des Églises catholiques du pays qui doivent financer leur reconstruction après les décennies soviétiques. L'Église gréco-catholique, notamment, a été tout particulièrement visée par les persécutions. Ses prêtres ont été déportés ou sommés de rejoindre l'Église orthodoxe, ses lieux de culte ont été saisis, transformés en musées ou laissés à l'abandon. Josyf Slipyj, archevêque de cette Église, a passé dix-huit ans de sa vie en camp de travaux forcés avant de rencontrer le père Werenfried van Straaten, en 1963.

© AED

L'Église joue un rôle social essentiel dans l'Ukraine, qui était déjà ruinée avant-guerre.

L'Église est la seule instance fiable et agissante auprès de la population délaissée par l'État.

© AED

République Démocratique du Congo

Superficie : 2 344 858 km²

Population : 89 500 000 millions habitants

Religions : chrétiens : 95,6 %, religions traditionnelles : 2,5 %, musulmans : 1,4 %, autres : 1 %

Langue : français

L'Église, citadelle imprenable

Du 2 au 5 juillet, le pape François se rendra en République Démocratique du Congo, deuxième État le plus vaste du continent africain. Une visite très attendue par tous les Congolais, victimes oubliées de violences à répétition depuis vingt-cinq ans.

« *Ici, la population se bat pour survivre. Des villages entiers sont décimés et des millions de personnes ont été tuées dans la région* », témoigne le père Henri Chiza. Vicaire général de Goma, il dresse un tableau sombre de sa ville natale où se rendra le pape François début juillet. Située à l'est du Congo et jouxtant le Rwanda et l'Ouganda, Goma est le chef-lieu de la province du Nord-Kivu, tristement connue pour ses guerres à répétition. Les combats incessants pour le contrôle des terres, des richesses minières et du pouvoir terrorisent la population de cette région où seules les armes font office de loi. Ce n'est donc pas un hasard si le pape a choisi de s'y rendre début juillet, après un passage à Kinshasha, où il rencontrera le successeur de Joseph Kabila, le président Félix Tshisekedi (voir encadré). « *Pour nous, la visite apostolique du pape François est vraiment une visite de compassion et de réconfort* », a d'ailleurs réagi Mgr Willy Ngumbi Ngengele, évêque de Goma, dès l'annonce de la venue du Saint-Père. « *[Il] vient nous rappeler que Dieu, dans son amour miséricordieux, n'abandonne pas son peuple meurtri, qui vit, depuis des décennies, dans la violence et l'insécurité.* »

Prêtres kidnappés

L'insécurité est telle dans la périphérie de Goma que beaucoup ont abandonné leurs champs, leurs maisons pour se réfugier dans la ville. Goma est donc passé de six cent mille habitants à deux millions en quelques années. « *Ici tout le monde a souffert, je pense qu'il n'y a pas plus de 5 % de la population qui ait été épargnée* », déplore le vicaire général.

Les enlèvements sont récurrents. Beaucoup de prêtres sont kidnappés et certains même assassinés. Le dernier en date, le père Richard Masivi Kasereka, a été tué à trente-quatre ans, le 2 février dernier, au Nord-Kivu, alors qu'il venait de célébrer sa messe. « *On ne sait pas vraiment qui l'a assassiné* », explique son évêque, Mgr Melchisedec, de Butembo-Beni. « *Ici nous sommes dans un non-État, il y a tellement d'impunité, de tueries, de corruption.* » Et pourtant, cela ne freine pas les vocations dans ces diocèses extrêmement dynamiques. Au contraire même. « *Nous avons environ sept ordinations par an dans notre diocèse* », se réjouit l'évêque. Le fruit d'une évangélisation en profondeur menée depuis des années par les évêques successifs.

« *Nous sommes toujours dans l'insécurité, la violence, les tueries… Nous avons peur* », témoigne de son côté sœur Floride Bugagara, prieure des Filles de la Résurrection, une communauté locale œuvrant à Goma et dans le Sud-Kivu, à Bukavu. Semi-contemplative, pastorale et caritative, la congrégation vient au secours des plus démunis. « *Là où les autres ne veulent pas se rendre, c'est là où nous allons* », résume mère Floride. Celle-ci assume ainsi la catéchèse, l'accès aux soins, l'éducation des jeunes, la prise en charge des enfants mal nourris « *dont le nombre est immense* ». Beaucoup d'entre eux sont traumatisés, des enfants ont vu leurs parents être tués sous leurs yeux. La communauté religieuse elle-même a perdu neuf sœurs qui ont été massacrées en 1996 et 1998. « *Le matin, quand on se lève, on ne sait pas si on vivra jusqu'au soir* », reconnaît la religieuse qui elle aussi, il y a quelques années, a été chassée, menacée de mort et a dû s'enfuir. « *Mais grâce à Dieu, on arrive à pardonner aux bourreaux* », glisse-t-elle. Selon la

© AED

Réfugiés dans le diocèse de Goma suite à l'éruption du volcan en mai dernier.

Rapports de plus en plus tendus entre l'Église et l'État

« Vouloir établir la paix et la justice dans un pays où le peuple croupit dans la misère en raison du mauvais cœur des hommes constitue un travail à haut risque », déplore Mgr Ambongo, archevêque de Kinshasa. Et pourtant, l'engagement social et politique de l'Église congolaise ne faiblit pas. Quitte à s'opposer farouchement au gouvernement comme lors de l'élection de l'actuel président Tshisekedi qui, selon le décompte, est arrivé après l'opposant Martin Fayulu. Elle a donc quitté la Ceni (la Commission Électorale Nationale Indépendante) en 2021 afin de dénoncer les intimidations et abus de pouvoir dont elle a été témoin à ses dépens.

AFRIQUE

Le paradoxe de la RDC, une femme sans abri avec son bébé dort sur un des sols les plus riches du monde par ses minerais.

© AED

prieure, tout a basculé en 1994 avec l'arrivée des réfugiés rwandais, et depuis la région n'a plus jamais connu la paix.

En plus des conflits intercommunautaires et des catastrophes naturelles comme l'éruption du volcan Nyiragongo à Goma en mai dernier, le pays souffre surtout – et c'est bien là son paradoxe – de son immense richesse. Ses minerais de diamant, d'or, de cobalt, de coltan et autres font l'objet d'un véritable pillage auquel participent des acteurs du monde entier. Cette convoitise suscite des guerres à répétition et maintient la population dans la violence et la pauvreté.

Les chiffres de l'Onu sur la RDC sont éloquents : 27 millions de personnes souffrent de la faim actuellement dans le pays, soit une personne sur trois. Fin 2021, on comptait 5,6 millions de déplacés internes dont 3 millions pour la seule région du Kivu. Selon l'organisme, 86,3 % de ces déplacements sont dus aux attaques et affrontements armés et 9,6 % aux conflits fonciers et intercommunautaires.

Sur le terrain, ce sont plus de cent quarante milices qui s'affrontent. Parmi elles, les ADF ougandais (*Allied Democratic Forces*, un groupe terroriste islamique) manifestent de plus en plus clairement leur volonté d'islamiser la région. Récemment, le président Tshisekedi a déclaré l'état d'urgence au Nord-Kivu et en Ituri, mais il ne s'agit ici que d'un prétexte pour donner plus de poids à l'armée et exploiter les richesses de la région au détriment de la population.

Dans ce pays transformé en vallée de larmes, l'Église catholique constitue la dernière institution crédible et agissante au service d'une population abandonnée par l'État. Avec courage et au risque de leur vie, ses milliers de prêtres et religieuses évangélisent, soignent, éduquent et consolent…

L'Église reste ainsi LE lieu de référence pour l'Espérance. Elle est un refuge pour les enfants exploités dans les mines, une consolation pour les femmes utilisées comme armes de guerre, un toit pour ceux qui sont expulsés de leur village… « *S'il n'y avait pas la voix catholique de l'Église, je ne sais pas ce que le Congo serait devenu* », reconnaît le père Jean-Luc, originaire du sud de Kinshasa. Ce prêtre qui, comme tant d'autres, a subi la guerre et a dû « *enjamber les corps de ses cousins et vivre comme des sauvages dans la forêt* », est témoin de l'indispensable présence de l'Église sur le terrain. Et comme tous les Congolais, il se réjouit de la venue du pape qu'il voit comme un messager de la Paix. « *Nous avons tellement besoin de cette Paix ! Sans elle, on ne peut rien construire !* »

Malgré les enlèvements récurrents de prêtres, les vocations fleurissent à l'est du pays (séminaristes du diocèse de Butembo-Beni).

© AED

Le dynamisme de l'Église sauve la population congolaise. Ici les Filles de la Résurrection, très actives auprès des plus pauvres, à Bukavu.

© AED

Comme des fous

Pour sœur Émerentienne, de la congrégation des Sœurs Angéliques basée dans la région du Kivu, la venue du pape est une immense joie : « *Quand on en parle, on devient comme des fous,* concède-t-elle en riant ! *Même les vieux veulent venir jusqu'à Goma pour le voir, certains demandent à toucher juste la frange de son vêtement !* » Au-delà de cette liesse, le Saint-Père permettra, quarante ans après la venue du pape Jean-Paul II en 1985, de mettre un coup de projecteur sur ce pays aux minerais indispensables pour le monde entier, mais traité avec indifférence par les médias. Beaucoup espèrent aussi qu'il sera une voix enfin entendue par les politiciens. Le gouvernement, qui a en ligne de mire les prochaines élections en 2023, sait qu'il doit composer *a minima* avec l'Église. Il vient de promettre l'aménagement du terrain où devra se tenir la rencontre avec le pape. « *Nous veillerons à ce que ces promesses soient en effet mises en place,* commente Mgr Melchisedec, *car combien de promesses avons-nous eu sans rien derrière !* »

Le cardinal Ambongo, évêque de Kinshasa, n'hésite pas à dénoncer l'inaction du gouvernement.

© AED

Par précaution, les évêques sollicitent aussi les fidèles de l'est pour organiser au mieux la venue du pape. « *Ici, nous sommes loin de la capitale, nous sommes donc habitués à nous débrouiller tout seul. Notre dicton : aide-toi et le ciel t'aidera !* », explique Mgr Melchisedec. Les Congolais de l'est ont d'ailleurs une résilience qui force le respect. Ils sont dans une insécurité chronique mais ils se battent pour vivre. Ce sont eux qui construisent les chapelles, les écoles, les routes… Sœur Émerentienne, quant à elle, s'occupe des « *pauvres de la périphérie* ». Avec sa petite communauté fondée en 1963, elles prennent en charge des orphelins, des parents délaissés par leurs enfants, des malades épileptiques… Fourmillant d'idées, elles redonnent leur dignité à des femmes abandonnées par leur mari, proposent un travail à celles qui sont à la rue.

Le dynamisme de ces sœurs et de tant d'autres de cette région est un rayon de soleil au milieu de la noirceur de la situation qui, de l'avis de tous, se détériore. Elles avouent tenir bon grâce à la prière, à l'unité du diocèse et à la confiance inébranlable en Dieu : « *L'Église accompagne le Congo, c'est Elle qui le tient. Et l'Église ne tombera jamais* », affirme Sœur Émerentienne. ■

Amélie de La Hougue

Le combat du prix Nobel de la paix

Denis Mukwege est lauréat du prix Nobel de la paix en 2018. Ce gynécologue et pasteur pentecôtiste congolais est mondialement connu pour les soins qu'il apporte aux survivantes d'agressions sexuelles à l'hôpital Panzi, près de Bukavu. Il se bat sans relâche auprès du Conseil de sécurité de l'Onu pour obtenir l'application des recommandations du "rapport Mapping". Publié en 2010, ce rapport des Nations unies a inventorié les plus graves violations commises à l'est du Congo entre 1993 et 2003. Il établit également les responsabilités nationales et internationales des crimes durant cette période. Mais en vain. Personne n'a été jugé jusqu'ici, ni en RDC, ni ailleurs.

« Le géant », statue faite à partir des restes de l'épave du port de Beyrouth

© DR

Superficie : 10 452 km²
Population : 6 000 000 habitants
Religions : musulmans : 58,8 %, chrétiens : 35,1 %, agnostiques : 2,9 %, bouddhistes : 2,1 %, autres : 1,1 %
Langue : arabe

Liban
La chute du pays du Cèdre

Le Liban continue de s'enfoncer dans une crise politico-économique sans précédent. Les élections législatives à venir ne semblent même plus faire espérer un quelconque changement. Témoignage de Benoît de Blanpré, directeur de l'AED en France, de retour du Liban.

Quelle est la situation sur place, comment vivent les Libanais au quotidien ?

Chaque jour entraîne le Liban un peu plus bas et personne ne connaît l'issue d'une telle situation. L'inflation est galopante (+ 208 % en un an), l'essence est devenue inabordable, l'argent ne peut plus être retiré des banques, l'électricité ne fonctionne que deux heures par jour. Le pays tourne au ralenti et s'appauvrit. Juste avant de quitter le Liban, j'ai discuté avec un professeur d'université qui m'a dit : *« Je suis triste ; on a volé ma vie. »* Ces mots résument parfaitement l'état d'esprit de la population.

Vous étiez il y a un an et demi au Liban, trouvez-vous que la situation a changé ?

Je me suis en effet rendu au Liban en octobre 2021, peu après l'explosion dans le port de Beyrouth. À l'époque j'avais trouvé les Libanais en colère contre leurs hommes politiques, mais également déterminés à contribuer au redressement du pays. Les jeunes, par exemple, étaient venus nombreux pour aider à déblayer les rues et aider aux réparations. Cette fois-ci, j'ai trouvé les Libanais abattus, désespérés. Beaucoup ne croient plus du tout en l'avenir du Liban et n'ont plus qu'un seul espoir et un seul projet : partir…

Qu'en est-il des jeunes ?

J'ai un souvenir très marquant d'une rencontre avec un groupe de jeunes de l'aumônerie universitaire. Ils nous ont témoigné de la situation extrêmement difficile qu'ils vivent depuis bientôt trois ans. L'un d'entre eux nous a dit : *« Les politiciens nous ont tout pris : notre présent, notre futur, notre espoir, notre sourire. »* Les universités ont été fermées pendant toute la durée de la crise sanitaire, et la plupart ne rouvrent pas en raison de la crise économique. Les cours se font à distance, lorsque l'électricité est suffisante pour allumer un ordinateur… Eux aussi rêvent de partir, mais ils ne le peuvent pas car l'obtention d'un passeport est impossible en ce moment. Au cœur de cette grande détresse, ils nous disent combien le soutien de l'Église est essentiel.

Maintenir coûte que coûte les écoles chrétiennes

L'AED vient d'offrir son soutien à quatre-vingt-dix écoles menacées de fermeture faute de moyens. « Si nous n'agissons pas maintenant, cette terrible et incessante crise laissera des milliers d'enfants sans éducation et encouragera encore plus de familles chrétiennes à émigrer », a déclaré Philipp Ozores, secrétaire général de l'AED international. Les écoles catholiques au Liban, en étant ouvertes aux chrétiens comme aux musulmans depuis des générations, sont un rempart contre toute forme d'extrémisme et jouent un rôle essentiel.

L'Église fait tout pour maintenir les écoles malgré la crise.

© AED

Mais alors quelles perspectives voyez-vous ?

Il y a eu au mois de mai des élections législatives. J'ai demandé aux Libanais s'ils pensaient que ce vote politique pourrait améliorer la situation du pays. Je n'ai eu comme réponses que des haussements d'épaules et des yeux levés au ciel… Personne n'y croit. Lorsque j'ai posé cette question aux étudiants de l'aumônerie universitaire, ils ont unanimement éclaté de rire ! Un rire amer qui en dit long sur l'absence totale de confiance dans la classe politique. La crise actuelle est très largement due à la corruption du monde politique.

Le nonce apostolique, Mgr Spiteri, a informé le président Aoun que le pape François se rendrait au Liban. Comment les Libanais ont réagi à cette annonce ?

Jean-Paul II et Benoît XVI sont venus au Liban. Chacune de ces visites a beaucoup marqué le pays, et notamment les mots de Jean-Paul II déclarant que le Liban était *« plus qu'un pays, un message »*. L'équilibre confessionnel est en effet une richesse et une singularité du Liban ; et aussi peut-être aujourd'hui sa fragilité. Le pape François, s'il vient, sera bien accueilli par la population. Mais certains sont si désespérés qu'ils craignent que sa venue ne puisse changer en rien la situation. D'autres redoutent qu'à un an des élections présidentielles ce voyage soit récupéré par la classe politique.

Que faut-il faire pour aider le pays du Cèdre ?

L'un des enjeux majeurs est de préserver la présence des chrétiens dans le pays. Parce que Jésus est venu sur ces terres, parce que les chrétiens font pleinement partie de l'histoire du Liban et contribuent à l'équilibre du pays. Pour cela, et grâce à nos donateurs, l'AED a engagé tout récemment un soutien très important des écoles chrétiennes (Lire encadré). Et n'oublions pas de prier avec ferveur pour le Liban. Il faut un miracle pour que le pays se relève ; mais rien ne résiste à la puissance de la prière ! ■

Propos recueillis par Amélie de La Hougue

Sainte Sophie, transformée en mosquée.

© DR

Turquie

Patrimoine chrétien en péril

Superficie : 1 141 748 km²
Population : 83 800 000 habitants
Religions : musulmans : 98,3 %, agnostiques : 1,1 %, athées : 0,4 %, chrétiens : 0,2 %
Langue : turc

Les monuments qui attestent du passé byzantin de la Turquie tendent à disparaître. Une dégradation lente, qui s'inscrit dans la politique d'un pays apparemment résolu à réécrire son histoire.

Le monde entier a été marqué par la transformation de Sainte-Sophie en mosquée. Cela a semblé une rupture avec l'héritage laïc de Mustafa Kemal Atatürk, fondateur de la Turquie moderne en 1919 qui l'avait transformée en musée. Cependant, Hamit Bozarslan, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) tempère : « *C'est une rupture avec le kémalisme sans en être une.* » Il explique que la logique kémaliste est la suivante : parce que la Turquie est homogène au niveau ethnoreligieux (via les épurations ethniques et les génocides de la population chrétienne du début du XXe siècle) la Turquie peut être laïque. « *Ce dernier point est contesté par le parti d'Erdogan mais la logique de départ reste la même, celle de l'islamisation de la Turquie et d'Istanbul. Constantinople n'existe plus.* »

Cette logique s'est traduite tout au long du XXe siècle par la destruction du patrimoine chrétien en Turquie. Des églises et monastères ont été détruits ou transformés en mosquées, en étables, en maisons ou encore en bidonvilles. D'autres ont été saccagés par des pillards à la recherche de trésors ou ont souffert d'un manque d'entretien délibéré. Sur les deux mille trois cents églises arméniennes comptabilisées en Turquie avant le génocide, il n'en reste plus que trente-quatre. En même temps que Sainte-Sophie, l'église Saint-Sauveur-in-Chora, joyau de l'art byzantin en Turquie, a été transformée en mosquée.

Le discours dominant en Turquie exalte une Anatolie définie comme entièrement turque et musulmane. La scénographie de la transformation de Sainte-Sophie en mosquée, avec le port d'une épée par le directeur des affaires religieuses, en était une illustration. Il s'agit pour Hamit Bozarslan de l'exaltation d'un droit de conquête sur les chrétiens, les réduisant symboliquement à un statut de dhimmis (citoyens de seconde zone). Il rappelle que « *la conquête de Constantinople s'est accompagnée de trois jours de pillage et de butin. Il y a en Turquie un retour à ce message originel de conquête et de butin.* » Cette ambiance fragilise la sauvegarde du patrimoine religieux chrétien qui, même quand il est préservé, est la plupart du temps « muséifié ».

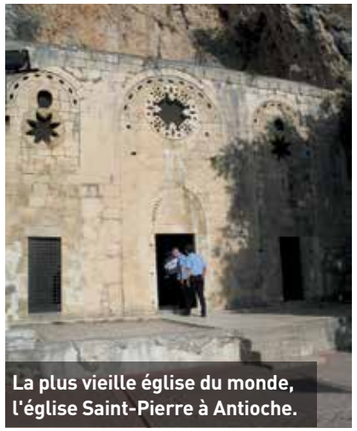
Pourtant des signes d'espoir existent. Depuis une vingtaine d'années, une société civile turque, évoquant le passé pluriel du territoire anatolien, a vu le jour. On peut notamment citer la Fondation Anadolu Kültür, créée en 2002 par le mécène Osman Kavala, l'Association d'architectes arméniens Haycar, fondée en 2007, et la Fondation Hrant Dink, créée la même année en mémoire des engagements de Hrant Dink, célèbre journaliste arménien de Turquie assassiné par un ultranationaliste turc en 2007. Cette défense du patrimoine chrétien peut trouver des précédents, par exemple dans la lutte menée par le journaliste et romancier Yachar Kemal qui a préservé de la destruction l'église Sainte-Croix d'Aghtamar. Enfin, des éléments positifs existent, même à l'échelle du gouvernement, avec notamment la construction en 2019 d'une église syriaque orthodoxe à Istanbul.

L'on ne peut qu'espérer que la société civile turque puisse faire entendre sa voix face à l'islamo-nationalisme et au kémalisme, au sujet de la défense des droits des chrétiens en Turquie et de la défense de leur patrimoine. Hamit Bozarslan précise, concernant les espoirs en Turquie, que la destruction du patrimoine et des populations chrétiennes a été fondateur pour la création de l'État turc. Comme il le dit : « *La Turquie doit évoluer au-delà du simple discours sur la tolérance qui ne trouve pas de traduction juridique. Le regard historique de la Turquie officielle sur son crime fondateur doit changer.* » ■

Augustin Herbet

L'Église de Tarse, transformée en musée.

© AED



La plus vieille église du monde, l'église Saint-Pierre à Antioche.

© AED

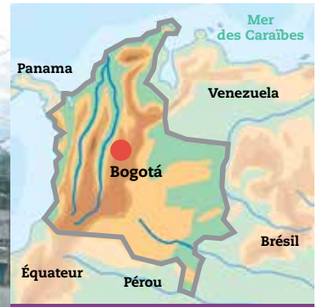
Une église en suspens

Sourp Guiragos (Saint-Georges) à Diyarbakir était la plus grande église arménienne du Moyen-Orient. L'église avait été transformée en entrepôt puis laissée à l'abandon. La restauration entreprise par la municipalité en 2009 avait abouti à la consécration de l'église en 2011 et au baptême de plusieurs dizaines de descendants de survivants du génocide, convertis de force à l'islam. L'église a servi comme pôle pour la renaissance d'une communauté chrétienne à Diyarbakir. Lors des affrontements entre le mouvement kurde et l'armée turque en 2015, elle a été endommagée mais l'on peut espérer que l'État turc la rénove une nouvelle fois.

Les stigmates des guérillas sont encore visibles. Ici à Medellin.

© AED

Colombie



Superficie : 1 141 748 km²
Population : 50 200 000 habitants
Religions : chrétiens : 91,5 %, agnostiques : 3,3 %, athées : 3 %, spirites : 1 %, autres : 1,2 %
Langue : espagnol

« El camino » de la réconciliation

Les élections présidentielles représentent l'occasion d'une réconciliation, dans un pays qui porte encore les stigmates des guérillas. Si l'Église voit avec bonheur la fin possible de ces affrontements, elle doit faire face à un autre combat, le sécularisme.

Le monde s'emballe, la Colombie aussi, mais fort heureusement de manière plus optimiste ! 2022 restera une année marquante pour le pays de « la liberté et de l'ordre » (ndlr : sa devise) avec, en point d'orgue, l'élection présidentielle le 29 mai, la cinquante-et-unième du nom. La tenue de cet exercice démocratique pourrait éventuellement porter au pouvoir, pour la première fois, un homme de gauche, Gustavo Pétro, battu par Yvan Duque lors de la précédente édition en 2018. La victoire potentielle de cet ancien militant du mouvement de guérilla urbaine M-19, diplômé de l'excellente université catholique de Louvain en Belgique, serait en soi un véritable événement dans ce pays qui, depuis des décennies, est aux mains d'une droite assez traditionaliste. Mais avant cela, l'ex-guérillero aura à se défaire de son principal concurrent Sergio Fajardo, « Centro Esperanza » centriste, et de Federico Gutiérrez de « Equipo por Colombia » à droite. L'homme qui arrivera en tête pour s'installer aux commandes suprêmes devra, quoi qu'il en soit, composer avec une forte opposition et surtout poursuivre inlassablement le chemin de la réconciliation. Dans ce pays où six personnes sur dix sont catholiques, le mot n'est pas à prendre à la légère. Le conflit armé colombien, que d'aucuns font remonter au début des années soixante, a fait deux-cent soixante-mille morts, quarante-cinq mille disparus et six millions de déplacés entre 1964 et 2016. L'accord de paix signé avec le mouvement des FARC en 2016 n'est pas parvenu à étouffer le feu. Outre la lutte contre les narcotrafiquants, les affrontements sont nombreux avec des groupes de guérilleros toujours en armes, dont la puissante ELN (armée de libération nationale). Bien des plaies restent encore béantes.

Le bateau est parfois le seul moyen de locomotion pour rejoindre des paroissiens.

© AED

Le 3 mai dernier, la Colombie célébrait, comme chaque année depuis la visite du pape François en septembre 2017, « la journée nationale de la réconciliation ». Un moment fort pour Mgr Luis José Rueda Aparicio, archevêque de Bogotá et président de la Conférence épiscopale de Colombie (CEC). Ce dignitaire n'a pas manqué de prendre la parole pour remettre au centre du jeu la nécessité pour tous les Colombiens de demander le pardon et de l'offrir. « *Nous avons pris des mesures* (pour la réconciliation), *mais nous avons encore un long chemin à parcourir. C'est le moment pour nous de panser nos plaies* », a-t-il déclaré dans une interview à nos confrères de *Vatican News* avant d'ajouter : « *Le temps est choisi, en 2022, en pleine campagne politique, au milieu des démarches que nous avons faites, au milieu de ce processus électoral, pour construire des ponts.* » En écho Mgr Hector Fabio Henao Gaviria, délégué de la CEC pour les relations Église-État, a insisté de son côté sur l'intérêt de « *continuer à travailler pour une Colombie pacifique et réconciliée, où l'unité l'emporte sur le conflit, comprenant qu'en tant que société, nous sommes tous dans le même bateau* ».

Remobiliser la jeunesse

En attendant, le pays poursuit sa route en intégrant dans sa législation les textes qui tournent avec la roue du monde. Le 21 février 2022, la Cour constitutionnelle a ainsi dépénalisé l'avortement pour tous les motifs jusqu'à vingt-quatre semaines et jugé que cette décision ne pouvait être l'objet d'un retour en arrière. Une jurisprudence qui n'a pas appelé d'opposition virulente des candidats en lice mais réveillé seulement des groupes d'extrême droite. La Colombie catholique est sans nul doute davantage préoccupée par d'autres objectifs. Il lui faut remobiliser sa jeunesse, qui s'éloigne peu à peu des lieux de culte à l'instar de celle de nombreux autres pays, et contenir la poussée des évangéliques et des nouvelles « Églises ». En 2017 déjà, le pays comptait plus de deux mille religions reconnues par l'État auprès de la direction des affaires religieuses du ministère de l'Intérieur. Sans doute beaucoup plus aujourd'hui… ■

Jacques-Bernard Taste

La cathédrale Primada, sur la place Bolivar de Bogota.

© AED

L'Église médiatrice avec la guérilla

L'Église catholique colombienne, en raison de son poids historique, s'est posée comme médiatrice du conflit qui déchire la Colombie depuis plus d'un demi-siècle. Les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc), plus ancienne et plus puissante organisation armée du pays, sont parvenues à un accord avec le gouvernement en 2016. Le 1er septembre 2017, à la veille de la visite du pape François, elles devenaient un parti politique légal.

Pérou
Face aux défis lancés par le pape

En 2021, le Pérou a célébré le « Bicentenaire » de son indépendance dans un climat tendu. Depuis cinq ans, le pays andin traverse une crise politique marquée par une grande instabilité. Le pape et l'Église péruvienne ne cessent de faire appel à l'unité et au dialogue.

Superficie : 1 285 216 km²
Population : 33 300 000 habitants
Religions : chrétiens : 96,5 %, religions traditionnelles : 1,3 %, agnostiques : 2,2 %
Langue : espagnol

© AED

Les religieuses jouent un rôle social vital dans les communes rurales reculées.

Élu en juillet 2021, Pedro Castillo n'a rien en commun avec les élites péruviennes. Il affiche son passé d'instituteur et de syndicaliste, dans un milieu pauvre et rural. Coiffé de son éternel chapeau de paysan, il a marqué les esprits en allant voter, monté sur un cheval. Connu en tant que leader de grandes manifestations pour la hausse des salaires des instituteurs, il s'est présenté aux élections avec le soutien d'un parti d'inspiration marxiste-léniniste. Affichant des convictions de gauche radicale sur l'économie et la politique étrangère, il se montre conservateur sur les sujets sociétaux.

Mais le nouveau président a fort à faire et en onze mois de mandat, il n'a pas réussi à canaliser la crise politique et sociale que traverse son pays. Différents membres du gouvernement sont tombés, accusés de corruption ou de liens avec des groupes terroristes. Le Parlement a lancé plusieurs tentatives de destitution contre le président en invoquant son « incapacité » à diriger le pays. Pour l'instant, les soutiens de M. Castillo au sein du Parlement lui ont permis de rester en poste, mais sa position reste fragile. Ainsi, de grandes manifestations pour demander la démission de Castillo ont conduit ce dernier à imposer un couvre-feu à Lima et à Callao.

Un pays qui reste chrétien

Le nouveau président Pedro Castillo est catholique même si sa famille appartient à une Église évangélique. Lors de sa campagne présidentielle, il n'a pas hésité à se montrer en train de prier dans ce pays qui est très croyant. Ainsi, selon un sondage récent d'Ipsos, 94 % des Péruviens affirment croire en Dieu, 64 % se déclarent catholiques, 23 % s'identifient à une Église évangélique. Seuls 8 % se disent sans religion.

© AED

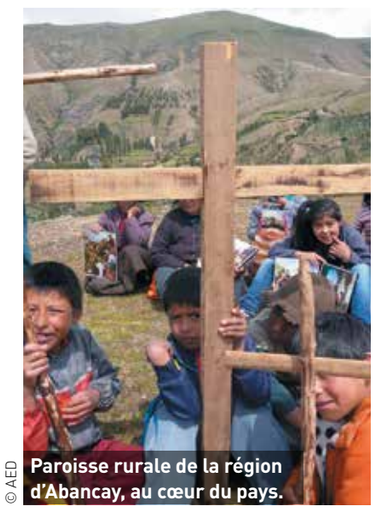
Station d'un chemin de croix du bord du lac Titicaca à 4 000 m d'altitude.

Nouvelle Constitution

Parmi ses mesures phares, le nouveau président veut convoquer une assemblée constituante chargée de rédiger une nouvelle Constitution. Une telle démarche ne va pas sans risque pour la situation de l'Église et de la liberté religieuse en particulier. En effet, dans l'histoire péruvienne, les textes constitutionnels ont souvent fait référence à la religion. Un accord signé entre le Saint-Siège et le Pérou en 1980 dispose que l'Église « *jouit d'une pleine indépendance et autonomie* » et que l'État s'engage à collaborer avec elle dans le cadre de son travail auprès de la communauté nationale. En ce qui concerne la liberté religieuse, l'article 2 de la Constitution reconnaît le droit de toute personne « *à la liberté de conscience et de religion, tant individuellement que collectivement* ». Il existe également une loi importante sur la liberté religieuse qui vient renforcer et préciser le droit à la liberté religieuse déjà reconnu par la Constitution.

Le rôle actif de l'Église

Dans ce contexte de crise généralisée, l'Église cherche à jouer un rôle actif dans l'apaisement de la situation. Dans ce sens, la Conférence des Évêques du Pérou a demandé à la classe politique d'assumer sa responsabilité. Dans un communiqué du 21 avril 2022, les évêques rappelaient que « *depuis 2016, la crise politique subie par notre pays a été aggravée par la constante instabilité, générée par les différents acteurs politiques et groupes de pouvoir* ». Ils ont mis l'accent sur le fait que ce sont les pauvres qui subissent le plus directement les conséquences de la situation du pays et font remarquer que « *le pouvoir doit être au service du peuple et non pas au service de ses représentants* ». Les évêques soulignent qu'après onze mois de mandat, « *l'absence de leadership et de vision sociale, politique et économique constitue une grande inquiétude et exige une solution immédiate* ». De la même façon, le pape François, qui a visité le pays en 2018, suit de près les événements après les mobilisations sociales des syndicats d'agriculteurs et de transporteurs. Lors de son allocution du dimanche des Rameaux, il a exprimé sa proximité avec le « *cher peuple du Pérou* » et a invité à « *trouver une solution pacifique* » pour le bien du pays, en particulier des plus pauvres « *dans le respect des droits de tous et des institutions* ».


© AED

Paroisse rurale de la région d'Abancay, au cœur du pays.

Tout récemment enfin, le pape a salué la mémoire de sœur María Agostina Rivas López, « héroïque missionnaire » tuée en haine de la foi en 1990, et béatifiée ce 7 mai au Pérou. Le cardinal Porras, envoyé du Saint-Père, a dénoncé la « *violence insensée* » qui a causé la mort de la religieuse dévouée auprès des plus pauvres, appelant à la fin de la guérilla et à la construction progressive d'une « *mondialisation de la solidarité, sans laisser personne en marge* ». ■

Bernard Garcia Larrain

Le fils du dictateur Marcos, vainqueur des élections.

© AED

Philippines

Superficie :
300 000 km²

Population :
110 000 000 habitants

Religions :
chrétiens : 90,8 %,
musulmans : 5,4 %,
religions traditionnelles : 2,3 %,
autres : 1,5 %

Langues :
tagalog, anglais

Marcos revient

Après la présidence de Rodrigo Duterte, les Philippins ont élu démocratiquement le fils de Ferdinand Marcos, dont ils ne rejettent pas l'héritage politique. Une perspective sombre pour l'Église philippine, qui participa à la chute du dictateur.

« *J'adore la période des élections, c'est la fête tout le temps, et aujourd'hui j'ai ramassé 1 000 pesos* », claironne cette mère de famille d'un quartier pauvre de Manille. Elle a gagné cet argent en assistant à plusieurs meetings électoraux. On y distribue des billets comme des friandises, afin de s'assurer qu'il y ait foule. L'un des candidats s'est même doté d'un « pistolet à billets » avec lequel il bombarde son auditoire.

Un prêtre, qui décroche des affiches électorales collées sur la devanture de sa maison paroissiale à Manille, ne partage pas la liesse populaire. Il ne peut pas divulguer son identité, afin de pouvoir livrer le fond de sa pensée : « *C'est une joyeuse foire. Les Philippins s'amusent, mais ils ne sont pas dupes, ils ne croient pas que ces élections puissent changer quoi que ce soit à leur situation.* » Comme la majorité du clergé catholique de l'archipel, il voit avec inquiétude la victoire de Ferdinand Marcos fils, alias Bongbong, élu ce 9 mai. Il est crédité de plus de 58 % des voix, alors que sa principale adversaire, Leni Robredo, vice-présidente sortante des Philippines, n'en remporte que 31 %.

Le clergé philippin se souvient en effet de l'hostilité que lui a manifestée Ferdinand Marcos pendant les vingt années qu'il a passées au pouvoir, de 1965 à 1986. Faux héros de guerre et authentique dictateur, il aurait élevé la cleptocratie au rang d'art en dérobant une somme estimée entre 5 et 10 milliards de dollars par la Commission présidentielle de bonne gouvernance. Un record mondial ! Il instaura la loi martiale de 1972 à 1981. Pendant cette période, des milliers d'opposants ont disparu et le salaire moyen a chuté de 20 %.

La croissance économique extraordinaire des Philippines, qui la faisait compter parmi les « *dragons d'Asie* », s'est brutalement effondrée. Enfin, le meurtre de l'opposant Benigno Aquino Junior acheva la popularité de Marcos, en 1983. Dans un pays ruiné, dépourvu d'élections crédibles, plusieurs proches du pouvoir de Marcos se sont révoltés, ne supportant plus l'autoritarisme d'un président vieux et malade. Ils prenaient un grand risque, au regard des méthodes du président, mais ont été sauvés par l'appel du cardinal Jaime Sin.

« Péché cardinal »

Petites lunettes posées au milieu de son large visage rond, ce dernier maniait l'autodérision, s'amusant de son titre et de son nom « cardinal Sin », « péché mortel » en anglais. Quatorzième enfant d'une fratrie de seize, il rapportait que sa mère prenait grand soin de lui car il était le plus laid et le plus fragile de sa famille. Il se montra réticent à accepter la charge d'archevêque de Manille, en 1974. Cette fonction lui permit toutefois de dénoncer publiquement la politique menée par Marcos contre les pauvres des bidonvilles de Manille. Se faisant le porte-parole de Corazon Aquino, la veuve de Benigno Aquino, il demanda aux Philippins d'encercler les sièges de la police et de l'armée à Manille, pour protéger les dirigeants qui avaient rompu avec le dictateur Ferdinand Marcos. Plus d'un million de manifestants répondirent à l'appel, occupant les rues et priant le Rosaire. Des religieuses ouvraient parfois les cortèges, car les policiers n'auraient jamais osé s'en prendre à elles. Ce cardinal, grâce à la protection précaire de son statut d'homme d'Église, devint l'opposant le plus sérieux à la politique du dictateur.

La révolution qui suivit, restée dans l'Histoire sous le nom de « People Power Revolution » obligea Marcos et sa famille à chercher refuge aux États-Unis, où ils furent reçus par le président Ronald Reagan.

Une affaire de familles

Trente-cinq ans après les faits, les Philippins risquent de retrouver les problèmes de gouvernance qu'ils ont chassés avec tant de courage. Certes, « Bongbong » Marcos n'est pas son père, mais cet homme qui possède des comptes bancaires en Suisse, qui a refusé le débat avec les neuf autres candidats et qui a fait de l'enrichissement son thème principal de campagne, n'a pas le profil d'un réformateur bienveillant et avisé.

500 ans d'évangélisation

Prêtre du Prado envoyé en mission aux Philippines, le père Julien Kaboré témoigne de la vitalité de l'Église locale. Il a assisté à la clôture de l'année jubilaire, en avril 2021, fêtant les cinq cents ans d'évangélisation de l'archipel. L'Église philippine est la principale Église d'Asie, et elle essaime, en raison de la grande mobilité des Philippins. Les vocations sont relativement nombreuses, mais très insuffisantes pour le peuple des baptisés. En 2020, on y comptait quatre mille cinquante-cinq candidats au sacerdoce. À titre de comparaison, l'Europe entière en dénombrait huit mille huit cent cinquante-quatre la même année. Quant aux baptêmes, il y en avait un million six cent mille aux Philippines et un million cinq cent mille dans toute l'Europe.

Leni Robredo, vice-présidente sortante, battue aux élections présidentielles.

© DR

Fête de l'enfant Jésus à Cebu.

© AED

« Les jeunes gens n'ont pas connu Marcos, ils ne réalisent pas ce que l'on a vécu », entend-on dans les rues de Manille, chez les électeurs plus expérimentés. Ceux qui n'ont pas leur expérience peuvent être abusés par le clinquant de la campagne de Bongbong Marcos. Il affiche sans pudeur sa réussite matérielle et assure qu'il peut la faire partager aux Philippins.

Sur les soixante-sept millions d'électeurs, une grande majorité est attachée à l'Église catholique, qui cache à peine son opposition à ce candidat. Mais cela ne les empêche pas de voter pour lui. Il s'installe une étrange dichotomie ; que l'on pourrait d'ailleurs observer dans d'autres pays. L'électeur standard ira à la messe dominicale puis votera pour un candidat très éloigné des idéaux chrétiens, persuadé que pour sauver son âme il peut faire confiance au prêtre, mais que pour assurer sa richesse, il ferait mieux d'avoir recours à un talentueux escroc.

Les Philippins catholiques avertis, qui ont connu avec le président sortant, Rodrigo Duterte, des années difficiles ont le sentiment de tomber de Charybde en Scylla. Pour mémoire, l'élection de Rodrigo Duterte en 2016 avait provoqué la stupéfaction bien au-delà des rives de l'archipel philippin. Populiste, le personnage était alors souvent comparé à Donald Trump. À vrai dire, la comparaison ne rendait pas justice aux outrances du président philippin qui assumait à longueur de discours sa « guerre contre la drogue ». Une entreprise qu'il entendait mener avec une férocité revendiquée comme une grande vertu. *« J'engraisserai les poissons de la baie de Manille avec les cadavres des dealers et des toxicomanes »*, assurait-il, affirmant que s'il fallait abattre une centaine de milliers de personnes pour assurer la sécurité, cela ne le ferait pas reculer. Il avait aussi demandé aux soldats de *« tuer tous les communistes qu'ils croiseraient »*.

Nuits ponctuées de coups de feu

Or, Duterte a largement tenu ses promesses électorales, terrorisant non seulement les toxicomanes et les dealers, mais aussi une large part de la population pauvre des Philippines. Un expatrié anonyme raconte que dans les bidonvilles de Cebu *« les nuits sont ponctuées de coups de feu tirés par la police »*. Il a rencontré une fillette qui a vu son père assassiné de la sorte, en toute impunité. Il suffit aux policiers de trouver – ou de déposer, disent certains – un sachet de drogue sur les lieux du crime pour ne pas être inquiétés. La plupart des enfants des bidonvilles de Cebu connaissent un proche qui croupit en cellule pour des délits de consommation de drogue, réels ou supposés. Les dates de procès sont inconnues, et l'expérience démontre qu'elles peuvent être repoussées pendant des années.

La campagne présidentielle s'invite sur tous les supports !

© DR

L'Église catholique s'est opposée à cette politique à longueur de prêches et de communiqués de la Conférence des évêques des Philippines, s'attirant la haine du président. Mgr David Ambo, évêque de Caloocan et président de la Conférence des évêques philippine, a ainsi été accusé publiquement par Duterte de *« consommer de la drogue »*. Une accusation dangereuse, qui pourrait lui valoir l'une de ces exécutions extrajudiciaires dont fourmillent les colonnes « faits divers » des journaux philippins. Plusieurs policiers catholiques, craignant que l'accusation du président ne soit prise au sérieux par ses partisans, lui ont proposé une protection, ce que l'évêque a refusé.

Or, bien qu'il ne soit pas autorisé par la Constitution à se présenter pour un nouveau mandat, le président Duterte continuera probablement à peser sur la vie politique de son pays. En premier lieu parce que son alliance avec le clan Marcos devient de plus en plus évidente. Dès le début de son mandat, il avait fait ériger un monument en l'honneur de Ferdinand Marcos. Par ailleurs, sa fille Sara Duterte se présente au poste de vice-présidente de la famille Marcos. Ces faits semblent démontrer qu'aux Philippines une bande de proches détient fermement le pouvoir et que les espoirs soulevés par la révolution de 1986 sont engloutis. ■

Sylvain Dorient

Chorale des étudiants au séminaire de Maolos.

© AED

Le meurtre de trop

Journaliste puis secrétaire du parti libéral opposé à Marcos, Benigno Aquino Junior fut emprisonné au début de la loi martiale imposée par Marcos, en 1972. Il redécouvrit sa foi catholique en prison. Pour protester contre le procès inique qui lui était intenté, il se mit en grève de la faim et jeûna quarante jours, son poids passant de 54 à 36 kg. Il reprit son alimentation à la demande de sa famille qui lui rappela que le Christ n'avait pas passé plus de quarante jours au désert. Envoyé aux États-Unis pour une opération chirurgicale, il décida de revenir dans son pays en 1983 malgré les risques, estimant que « les Philippines méritent que l'on meure pour elle ». Il fut assassiné dès son atterrissage. Ses funérailles, auxquelles assistèrent plus de deux millions de personnes, signèrent le déclin de Ferdinand Marcos. Il fut déposé trois ans plus tard, en 1986.

Les religieuses sont dévouées auprès des enfants, fidèles à leur vocation.

© GSIF

CONGRÉGATION NOTRE-DAME DE CHARITÉ DU BON PASTEUR

Histoire

L'ordre « Notre-Dame de Charité » a été fondé par saint Jean Eudes en 1641 pour accueillir des jeunes femmes en grande détresse morale. Puis au XIXe siècle, sainte Marie Euphrasie Pelletier a demandé au pape Grégoire XVI d'étendre cette mission au plus grand nombre de femmes et de jeunes vulnérables du monde entier. La congrégation se développe alors sur les cinq continents. Sainte Marie Euphrasie Pelletier fonde en 1829 une branche contemplative pour soutenir le travail des sœurs apostoliques. On compte cent dix maisons à son décès en 1868.

Sœurs contemplatives en France.

© N.D. de Charité du Bon Pasteur BFMN

Quel est votre charisme ?

Aimer avec le Cœur même de Jésus, le Bon Pasteur qui donne sa vie. Notre mission a pris des formes bien différentes selon les époques et les continents où nous œuvrons : accueil dans nos maisons, partage de vie, engagement avec nos partenaires de mission, lutte contre les causes d'injustice, notamment envers les femmes (analphabétisme, violences, traite des êtres humains…). Cette attention aux femmes s'est accentuée pendant la pandémie et diversifie les types de présence des sœurs et des partenaires de mission.

Verset biblique

« Je suis le Bon Pasteur, je connais mes brebis et mes brebis me connaissent… je donne ma vie pour mes brebis » (Jn 10)

Formation

Outre les années de formation religieuse, dont la durée (mises à part les années prévues par le droit et souvent suivies en inter-noviciat) est propre à chaque Unité, les sœurs finissent leurs études secondaires si besoin, font des études de théologie, d'écriture sainte, ou de travail social. Le centre spirituel de la congrégation, depuis sa fondation en 1979, met à disposition les archives spirituelles des fondateurs et propose des sessions de formation à la demande des provinces. L'équipe est constituée de quatre sœurs (de quatre continents différents) et de trois laïcs.

Fondation

La « Good Shepherd International Foundation » (GSIF) est l'organisme international engagé à soutenir les programmes des sœurs et de leurs partenaires en Afrique, Asie et Amérique latine, en faveur des enfants, des filles et des femmes vulnérables, par la promotion des droits des personnes vivant dans la pauvreté, affectées par la traite d'êtres humains, les migrations, la violence fondée sur le genre et d'autres formes de discrimination. La GSIF a été créée par la congrégation en vue d'aider les Unités qui ont le plus besoin d'un soutien financier.

À Kabamba, dans une école en République démocratique du Congo.

© GSIF

Les sœurs ont un rôle indispensable au Liban auprès des plus pauvres, ici au dispensaire Saint-Antoine.

© GSIF

Quelques chiffres

Nous sommes réparties en 413 communautés, représentant 74 pays sur les cinq continents. On compte actuellement 3000 religieuses.

Informations

https://rgs.gssweb.org (site de la congrégation).
www.facebook.com/CongregationalSpiritualityCenter
(Facebook du Centre Spirituel)
www.gsif.it (site Fondation)

COUP DE CŒUR

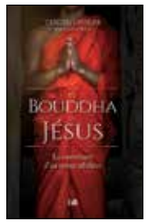
Des pauvres au pape

Du pape au monde

Pape François

Éditions Seuil, avril 2022, 115 p., 13,50 €

Voici un ouvrage on ne peut plus original : un dialogue entre des pauvres du monde entier et le pape François. Tout à fait à l'aise et bienveillant avec ses interlocuteurs dont il aime la sincérité, le pape, qui « rêve d'une Église pauvre pour les pauvres », répond avec franchise à toutes les questions, aussi diverses soient-elles. Ce livre est issu d'une belle initiative menée par l'association Lazare – qui met en place des colocations solidaires entre sans-abris et jeunes actifs en France –, avec le soutien d'autres organismes comme l'AED. Pas d'enseignement théologique dans ce petit recueil mais un réel cœur à cœur ! ■



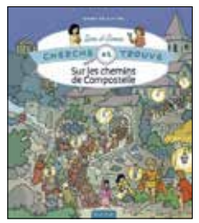
De Bouddha à Jésus

La conversion d'un moine tibétain

Tenzin Lahkpa

Éditions des Béatitudes, février 2022, 309 p., 22 €

Issu d'une grande lignée de moines bouddhistes, l'auteur — dont le nom reste anonyme par sécurité — était destiné à devenir lui-même l'un des leurs. Et certainement pas à rencontrer le Christ au milieu des montagnes tibétaines. Mais les voies de Dieu sont impénétrables et c'est « grâce à » une tuberculose et à sa recherche constante de vérité que son cœur va s'ouvrir à Dieu. Un ouvrage qui permet de se plonger dans le quotidien de ces moines bouddhistes tibétains, dans un contexte extrêmement tendu avec la Chine. ■



Cherche et trouve

Sur les chemins de Compostelle

Geert de Sutter

Éditions Mame, 2022, 40 pages, 11,50 €

Un bel album pour présenter au grand public le pèlerinage à Compostelle tel qu'il était vécu au Moyen Âge. Les doubles planches, aux dessins clairs et lumineux, sous leurs aspects enfantins, fourmillent de détails historiques. À la recherche des personnages et des animaux cachés dans les pages, les petits lecteurs sont invités à se plonger dans une spiritualité très incarnée. Peut-être cet album les invitera-t-il à prendre, à leur tour, le bâton de marche et la coquille ? ■

Le sang des martyrs

Biographie

Bruno Delaroche

Éditions Artège, février 2022, 496 p., 24.90 €

Comment devient-on missionnaire pour le Christ jusqu'au martyre ? Dans ce livre fouillé, le P. Bruno Delaroche dresse un tableau complet de la vie de Siméon François Berneux, prêtre en Sarthe, au Tonkin, en Mandchourie et finalement évêque en Corée jusqu'au martyre. Il montre avec talent comment sa vocation prend racine et nous immerge dans la vie d'un saint à la fois ordinaire et hors du commun dont la devise était « Vive la joie quand même, vive la joie tout court ». Enfin, l'hommage à Andrea Santoro, prêtre italien mort en martyr en 2006 en Turquie, dans la dédicace et la fin de l'ouvrage nous rappelle que le martyre est toujours une actualité pour l'Église aujourd'hui. ■

Face au scandale du mal : l'enseignement des pères de l'Église

Philippe Henne

Éditions Salvator, 2022, 192 p, 20 €

La question du mal est toujours une question centrale de la foi chrétienne, que ce soit dans le livre de Job ou dans le mystère de Dieu se laissant crucifier par amour. Dans ce petit livre érudit, vivant et didactique, Philippe Henne, religieux dominicain, nous donne les réponses des pères de l'Église. Il situe ces réponses dans la réalité historique des souffrances endurées à l'époque et dans les débats qu'ils eurent à mener face aux gnostiques et aux néo-platoniciens. Une lecture indispensable. ■

L'art de la prière

50 méthodes éprouvées pour faire l'expérience de Dieu

Xavier Accart

Éditions de l'Emmanuel, 2022, 480 pages, 24 €

Dans ce livre pédagogique, Xavier Accart, rédacteur en chef de la revue *Prier*, développe les différentes ressources de la prière chrétienne, des plus connues aux méthodes les moins connues. Le livre fournit de nombreux témoignages et exemples aidant chacun à trouver sa propre manière de prier pour aller à la rencontre de Dieu. Avoir cet ouvrage pourra vous faire découvrir la spécificité de la prière chrétienne fondée sur les Écritures inspirées. ■

JE M'ABONNE À L'ÉGLISE dans le monde

Je reçois gratuitement le carnet de prière « *Veillez et priez* » avec chaque numéro de « *l'Église dans le Monde* »

● **JE M'ABONNE POUR UN AN**
(5 numéros) : **30 €** (étranger 40 €)

● **JE CHOISIS L'ABONNEMENT DE SOUTIEN**
(5 numéros) : **40 €**
et je permets à des personnes aux ressources limitées de s'abonner.

● **Par Internet :** www.aed-france.org
(rubrique « nous aider »)

● **Par courrier,** en envoyant ce coupon accompagné de votre chèque (ordre : AED) sous enveloppe affranchie à
Aide à l'Église en Détresse (AED),
29, rue du Louvre, CS 30057,
78750 Mareil-Marly

M ☐ Mme ☐ Père ☐ Sœur ☐
Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
_____
Code postal : _____
Ville : _____
E-mail : _____

Muhammad le blasphémateur indonésien

© DR

L'auditoire écoute attentivement la plaidoirie d'un homme sec, aux cheveux gris, visiblement en mauvaise santé. Même les journalistes, venus nombreux, se font discrets. L'accusé, parvenu à la barre en boitant, prononce : « Je vous prie de m'appliquer une peine proportionnelle à ma faute. » La juge elle-même semble émue par les souffrances qu'a endurées Muhammad Kacé, ancien clerc musulman, converti au christianisme puis vedette des réseaux sociaux grâce à ses vidéos consacrées à son ancienne religion.

Ce sont elles qui lui valent son jugement. L'une d'entre elles, en particulier. Il y a moins d'un an, il dénonçait le *Kitab Kuning* ou « livre jaune », utilisé au sein des écoles coraniques de son pays. Dans ce livre émaillé de versets du Coran et de hadith, il relevait des appels à la violence contre les « mécréants », autrement dit les minorités religieuses indonésiennes. Un texte dangereux dans un pays où 80 % des habitants sont musulmans, et où les minorités sentent la pression grandir. Il n'y avait, dans sa vidéo, rien d'insultant ni de blasphématoire, mais il appuyait là où la société indonésienne a mal. Sur l'islamisation de la jeunesse, par le biais des écoles coraniques. Convoqué, emprisonné, Muhammad Kacé s'attendait à un procès, mais pas à voir débarquer dans sa cellule un groupe de codétenus mené par un général de police qui l'ont torturé de façon innommable. La photo de Muhammad Kacé, le visage tuméfié, a fait la Une des magazines du pays, provoquant une polémique sur le sort des « blasphémateurs ». Certains Indonésiens prennent sa défense, d'autres trouvent au contraire la justice trop souple.

> « Que l'Indonésie reprenne conscience, qu'elle voie le danger d'un islam étranger ! »

Cette audience n'a pas été troublée par les extrémistes musulmans qui, dans les séances précédentes insultaient Muhammad. Mais à présent, on les entend chanter dehors, sur la mélodie d'une comptine enfantine : « Pendons, pendons, pendons le Kacé ».

Par deux fois, l'accusé s'est évanoui pendant une séance au tribunal. Diabétique, il n'a pas bénéficié de traitement durant son emprisonnement. Il sourit malgré tout, quand il en a la force, et répète la salutation qu'il adressait à ses abonnés sur Youtube : *Salam Sadar,* mot à mot « salutation de conscience ». C'est-à-dire, que l'Indonésie reprenne conscience, qu'elle voie le danger d'un islam étranger, importé de la Péninsule arabique !

Cette alerte a grandi en lui alors qu'il était clerc musulman, et qu'il enseignait lui-même dans une école coranique. La conversion de son oncle Keling en 2002, qu'il a vu devenir chrétien puis être expulsé de son village, l'a bousculé. Puis la guérison inexpliquée de son père, grâce à la prière d'un chrétien, l'a convaincu de se faire baptiser en 2014. Ensuite, il s'est mis à prêcher, dénonçant l'islamisme radical arabe. Fadila, elle aussi convertie et qui suivait ses vidéos avec passion constate : « Je l'ai mis en garde, mais il est trop passionné. Il n'accepte aucun compromis avec la vérité. » Le 6 avril, Muhammad a été condamné à dix ans de prison, soit deux fois la peine maximale prévue pour blasphème dans son pays. ■

Sylvain Dorient

Jésus, ma joie

Ma joie, c'est la Volonté Sainte de Jésus mon unique Amour !
Ainsi je vis sans nulle crainte, j'aime autant la nuit que le jour.
Ma joie, c'est de rester petite aussi quand je tombe en chemin.
Je puis me relever bien vite et Jésus me prend par la main.
Alors, Le comblant de caresses,
je Lui dis qu'Il est tout pour moi
et je redouble de tendresse lorsqu'Il se dérobe à ma foi.

Sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus